



CEA(R)
Comisión Española
de Ayuda al Refugiado

la Cimade
L'humanité passe par l'autre

RSA
REFUGEE SUPPORT AEGEAN

PRO ASYL
DER EINZELFALL ZÄHLT.

Manifeste de cinq organisations pour les élections européennes de mai 2019
Allemagne, Espagne, France, Italie & Grèce

L'Europe, construisons-la avec les exilé·e·s !

Le 26 mai 2019, les citoyens et citoyennes de toute l'Union européenne (UE) éliront leur·e·s futur·e·s représentant·e·s au Parlement européen.

Cette année les enjeux sont considérables. Les décisions prises à l'échelle européenne jouent en effet un rôle central dans la protection des principes fondamentaux de solidarité, de justice et de liberté qui sont à l'origine de la construction européenne. Or ces principes fondamentaux sont aujourd'hui menacés par des courants xénophobes qui se regroupent autour du rejet des personnes exilées, au mépris du respect des valeurs d'humanité. C'est à nous et à un Parlement européen fort de défendre ces principes fondamentaux de l'UE.

Partout en Europe, une société civile diverse et inventive s'organise pour accueillir, au nom des droits humains universels, celles et ceux qui sont à la recherche d'une protection. Des citoyen·ne·s agissent quotidiennement pour faire vivre des modèles de solidarité active et d'accueil des exilé·e·s. Des élu·e·s locaux s'engagent pour offrir un accueil digne dans leur ville et promouvoir des pratiques d'hospitalité. Ces innombrables initiatives sont la preuve de la volonté et de la capacité de nos sociétés à trouver des réponses dignes aux multiples questions de l'accueil et de l'accompagnement.

Tandis que ces initiatives se multiplient, les États de l'UE se déchargent de plus en plus de leurs responsabilités. En refusant d'accueillir dignement celles et ceux qui en ont besoin, ils mettent de côté leurs obligations européennes et internationales. En réponse aux mouvements populistes qui alimentent la peur et la xénophobie, les gouvernements invoquent une prétendue « crise des réfugiés ». Ils adoptent sans vergogne les mesures les plus radicales et dissimulent ainsi leur incapacité à œuvrer pour une Europe protectrice et solidaire.

Nos organisations qui accompagnent quotidiennement les personnes en exil sont les témoins directs des conséquences de ces politiques. Elles veulent, par ce manifeste, dénoncer tout particulièrement le non-respect délibéré par les États européens, de leurs obligations européennes et internationales en matière de droits humains :

- Avec le choix politique de dissuader plutôt que de secourir, l'UE et ses États membres sont directement responsables de l'augmentation du nombre de personnes mortes ou disparues en mer. Ils soutiennent les milices libyennes et les dictatures aux portes de l'Europe afin qu'elles verrouillent les routes de l'exil. Ils ont mis en place de nombreux instruments politiques et financiers pour externaliser le contrôle migratoire et ont placé la surveillance des frontières au cœur de leur politique, afin de limiter l'accueil

et la protection. L'hostilité à l'égard des organisations civiles qui portent secours aux naufragé-e-s, voire leur criminalisation, l'interdiction pour celles-ci d'accéder aux ports et l'indifférence devant les naufrages pèsent lourdement sur la conscience de notre Europe.

- Avec le règlement Dublin, qui désigne l'État responsable de l'examen d'une demande d'asile, les États membres alimentent un système infernal qui condamne à l'errance une grande partie des personnes en quête de protection. La responsabilité de l'accueil est imputable aux pays d'entrée dans l'espace européen, donc en grande majorité à l'Espagne, à l'Italie, à la Grèce ou encore à la Hongrie et à la Bulgarie. Nous assistons actuellement à l'effondrement de ce système injuste qui a conduit à des accords bilatéraux douteux et qui est responsable de la multiplication de situations d'errance et d'incertitude. De plus les attaches ou les souhaits des personnes concernées ne sont pratiquement jamais pris en compte.
- Avec l'utilisation croissante de concepts tels que « pays d'origine sûrs », « premier pays d'asile » ou encore « pays tiers sûr », les États membres se dispensent de leurs obligations de protection et inventent des justifications pour procéder aux expulsions. Ainsi la Grèce et la Hongrie renvoient les demandeurs et demandeuses d'asile vers des pays considérés comme « pays tiers sûr » tels que la Turquie et la Serbie. Ces derniers se voient alors confier l'examen des demandes d'asile sans pour autant garantir les mêmes droits que les pays de l'UE. Faute de garanties quant à leur protection, les demandeurs et demandeuses d'asile semblent alors condamné-e-s à un futur sans perspectives, où l'exil devient un état permanent.
- Avec la généralisation des *hotspots*, considérés comme modèle à suivre par les pays européens. Ces centres sont des lieux de violence psychologique où les droits fondamentaux des exilé-e-s sont systématiquement bafoués et qui favorisent les sentiments xénophobes parmi les populations locales excédées qui vivent à proximité. Le *hotspot* de Moria, sur l'île de Lesbos, est le symbole de ce honteux laboratoire européen. Aux frontières de l'Europe les camps d'enfermement des personnes exilées sont des lieux de contrôle, de stigmatisation, d'humiliation et de violence. Ils illustrent une fois encore la stratégie de l'UE pour mettre à l'écart et limiter l'accès à son territoire.

L'Europe traverse aujourd'hui une crise politique profonde. L'un des symptômes en est l'absence de volonté commune de ses États membres de répondre aux enjeux de l'accueil des personnes exilées autrement que par le renforcement des logiques de fermeture, de dissuasion et de répression. Les politiques migratoires développées par les institutions européennes et les États membres donnent l'image d'une Europe non solidaire qui ne défend ni ne protège la dignité et droits des personnes en exil. La multiplication des drames en Méditerranée ou sur les routes de l'exil, les situations indignes dans les camps, la maltraitance institutionnelle sont autant de conséquences de l'inhumanité de ces politiques. En se focalisant sur des mesures sécuritaires visant à repousser les exilé-e-s au lieu de développer des voies légales d'arrivée dans l'UE, les responsables des politiques migratoires confortent la perception que les personnes migrantes seraient une menace pour l'Europe. Loin d'apaiser les peurs, ils ne font que légitimer les idéologies xénophobes et aggraver ainsi les fractures sur notre continent.

Ainsi, nous, organisations de la société civile engagées avec les personnes exilé-e-s en Allemagne, en France, en Grèce, en Italie et en Espagne, appelons en cette période d'élections européennes et face à leurs enjeux politiques, à une mobilisation des citoyennes et des citoyens : pour réclamer un changement de cap des politiques migratoires et d'asile, pour construire ensemble une Europe vivable pour toutes et tous avec les personnes exilées, pour défendre une Europe fondée sur la protection des droits humains, sur la dignité humaine, sur la solidarité et sur l'inclusion, sans discrimination aucune et pour promouvoir une Europe fidèle à ses principes fondateurs.

C'est cette Europe que nous voulons et défendrons collectivement !